ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 juin 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile", a donné le 6 décembre 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling etgeving, tweede kamer, de 6e juni 1972 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar", heeft de 6e december 1972 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet, qui a principalement pour objet d'abaisser à 18 ans l'âge de la majorité civile (articles 23 et 27) contient de nombreuses dispositions qui visent à adapter la législation à cette modification, soit par une mise en concordance, soit en créant des exceptions à la capacité civile à l'âge de 18 ans.

Certaines dispositions du projet ne sont pas liées à la notion de majorité civile : c'est le cas, notamment, pour les articles qui, dans l'institution du mariage, suppriment le procédé des actes respectueux et pour ceux qui modifient les règles relatives aux consentements.

Le contenu de la loi projetée n'est donc indiqué qu'imparfaitement par l'intitulé. Celui-ci pourrait être remplacé par :

"Projet de loi abaissant à 18 ans l'âge de la majorité civile et modifiant certaines dispositions relatives à la capacité et au mariage ainsi qu'à la protection de la jeunesse".

*

.../...

Le projet, en ses articles 1er à 4, 10, 13 et 17, entend modifier des articles du Code civil dont la modification fait par ailleurs l'objet d'un avant-projet de loi modifiant les titres II et V du livre I du Code civil, les articles 264 et 362 du Code pénal et les articles 1384 et 1385 du Code judiciaire, à propos duquel le Conseil d'Etat a donné un avis (L.11.539/2) le 23 mars 1972.

L'exposé des motifs relève qu' "il était souhaitable de tenir compte de l'avant-projet précité" et que "c'est ainsi que les modifications prévues aux articles 74, 76, 4°, et 155bis du Code civil ... ont été incorporées dans le présent projet".

Cette adaptation n'a été réalisée que partiellement pour les articles 76 et 155bis du Code civil ; des discordances subsistent en outre en ce qui concerne les articles 37, 153 et 176 du même Code.

Le procédé qui consisterait à soumettre au législateur, simultanément ou à des intervalles rapprochés, plusieurs projets de lois ayant des objets analogues et dont certaines dispositions modifient des mêmes matières, est de nature à entraîner des erreurs et des discordances.

Cet inconvénient serait évité par la fusion des projets. Mais, dans l'état actuel des choses, le Conseil d'Etat ne peut que se borner à indiquer, lors de l'examen des articles, les discordances entre les deux projets.

.../...

Un même problème pourrait se poser également à propos de l'article 27 du projet par rapport au projet de loi complétant le titre X du livre I, du Code civil en y insérant le statut de minorité prolongée, projet déjà voté par le Sénat (Doc. Chambre, session 1972-1973, n° 417.1) et à propos d'avant-projets soumis actuellement au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat n'a pas examiné l'incidence que pourraient avoir les dispositions du présent projet sur celles dont le projet qui a fait l'objet de l'avis L.11.539/2 proposait l'abrogation.

*

La modification de l'âge de la majorité civile peut avoir une incidence sur des textes législatifs autres que ceux dont l'adaptation est prévue par le projet.

Il est toutefois malaisé de faire le relevé complet de ces textes.

A cette difficulté s'ajoute le fait que, dans plusieurs dispositions, l'exigence d'un âge déterminé n'est pas motivée par des considérations fondées sur la capacité juridique. C'est le cas notamment pour l'article 19 de la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, à propos duquel il a été confirmé par le délégué du Gouvernement que l'exigence de l'âge de 21 ans devait être maintenue pour l'engagement des femmes.

.../...

Le Conseil d'Etat se borne donc à attirer l'attention sur la nécessité de nombreuses mises en concordance. A cette fin, il joint au présent avis une liste non exhaustive de textes législatifs au sujet desquels la question peut se poser.

*

Le chapitre II groupe les modifications que le projet a pour objet d'apporter à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Certaines de ces modifications sont de simples adaptations du texte au nouvel âge de la majorité civile (articles 30, 36 à 39) ; d'autres, par contre, apparaissent comme des dérogations à la règle fixant la majorité civile à 18 ans.

C'est le cas pour l'article 31 du projet, qui a pour objet de compléter l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse par une disposition permettant au tribunal de la jeunesse de décider que les mesures prévues à l'alinéa 2, 2° à 4°, du même article s'appliqueront "au-delà de l'âge de 18 ans pour un terme qui ne pourra dépasser le jour où l'intéressé atteint l'âge de vingt ans" et que pendant cette période toutes les dispositions de la loi précitée lui seront applicables.

.../...

L'article 37 de la loi du 8 avril 1965 dispose :

"Article 37.- Le tribunal de la jeunesse peut ordonner à l'égard des mineurs qui lui sont déférés, des mesures de garde, de préservation et d'éducation.

Il peut, selon les circonstances :

1° les réprimander et les laisser ou les rendre aux personnes qui en ont la garde en leur enjoignant le cas échéant de mieux les surveiller à l'avenir;

2° les soumettre à la surveillance du comité de protection de la jeunesse ou d'un délégué à la protection de la jeunesse chargé de veiller à l'observation des conditions fixées par le tribunal.

Le tribunal peut subordonner le maintien du mineur dans son milieu, notamment à l'une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial;

b) accomplir une prestation éducative ou philanthropique en rapport avec son âge et ses ressources;

c) se soumettre aux directives pédagogiques et médicales d'un centre d'orientation éducative ou d'hygiène mentale;

3° les placer, sous surveillance du comité de protection de la jeunesse ou d'un délégué à la protection de la jeunesse, chez toute personne digne de confiance ou dans tout établissement approprié, en vue de leur hébergement, de leur traitement, de leur éducation, de leur instuction ou de leur formation professionnelle;

.../...

4° les confier au groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat.

Les mesures prévues sous les n°s 2 à 4 sont suspendues lorsque le mineur se trouve sous les armes. Elles prennent fin à sa majorité".

Les mesures prévues à l'article 37, alinéa 2, 2° à 4°, peuvent être ordonnées par le tribunal de la jeunesse non seulement à l'égard des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction (article 36, 4°) ou qui se livrent au vagabondage et à la mendicité (article 36, 3°), mais également à l'égard de ceux dont la santé, la sécurité ou la moralité sont mises en danger soit par les activités auxquelles ils se livrent, soit en raison du milieu où ils sont élevés ou dont les conditions d'éducation sont compromises par ceux qui en ont la garde (article 36, 2°) et à l'égard de ceux dont l'inconduite ou l'indiscipline donne de graves sujets de mécontentement (article 36, 1°).

Il faut toutefois souligner que, comme le précise le dernier alinéa de l'article 37, toutes ces mesures prennent fin à la majorité. Il apparaît d'ailleurs tant des travaux préparatoires que du texte de la loi du 8 avril 1965 que ces mesures ont été conçues en fonction de l'état de minorité des personnes à protéger, et notamment du fait que celles-ci sont, suivant le droit commun, soumises à l'autorité des parents ou du

.../...

tuteur, l'intervention du tribunal de la jeunesse ayant pour objet soit d'assister cette autorité par les mesures prévues à l'article 37, 2°, soit de lui substituer l'autorité de tierces personnes par les mesures prévues à l'article 37, 3° et 4°.

On peut relever à cet égard dans l'exposé des motifs de la loi, les commentaires suivants à propos de l'assistance éducative aux enfants en danger :

"Dans la législation actuelle, cet enfant n'est pas protégé. D'une part, la déchéance de la puissance paternelle exige des faits graves; de l'autre, le juge des enfants n'intervient que si l'enfant a déjà commis un fait répréhensible. Dans les deux cas, l'intervention est tardive; elle ne peut se produire que lorsqu'un mal, parfois irréparable, est acquis.

Le présent projet s'efforce déjà de remédier à cette situation par la voie de la protection sociale visée au titre I. Mais à l'égard des parents qui n'acceptent pas l'aide qui leur est offerte ou ne collaborent pas avec les services qui la leur apportent, il est indispensable de recourir à l'intervention de l'autorité judiciaire. En vertu de l'article 35, 2° (1), celle-ci pourra désormais assurer de façon directe la protection des enfants dont la santé physique ou morale est compromise, en prenant éventuellement à leur égard une des mesures dont elle dispose. Mais si elle ne pouvait s'étendre aux parents, cette action serait inefficace ou exigerait trop souvent le placement des

.../...

(1) devenu l'article 36, 2°, dans le texte de la loi.

enfants. C'est pourquoi l'article 28 (1) prévoit la possibilité de prononcer à l'égard des parents une mesure d'assistance éducative. Celle-ci n'est pas, comme la déchéance, une sanction. Il ne s'agit pas de retirer aux parents la puissance paternelle, mais de les aider à l'exercer" (Doc. Chambre, Session 1962-1963, n° 637/1, p. 21)

De même, à propos des mesures qui font l'objet de l'article 37 (citées dans le document sous l'article 36), il est déclaré dans le même document :

"La surveillance d'un délégué à la protection des mineurs (n° 2) est une mesure de probation. Dans le système du projet, elle n'accompagne pas nécessairement la réprimande. Il s'agit d'un procédé de traitement appelé parfois "l'éducation en cure libre" qui consiste à maintenir le mineur dans son milieu naturel, mais à surveiller l'évolution de son comportement. Le maintien du mineur dans son milieu peut, d'ailleurs, être subordonné à certaines conditions qui présentent une valeur éducative, et dont l'article 36 donne quelques exemples.

Lorsqu'il est nécessaire de soustraire un mineur à son milieu familial, la formule de l'article 36, 3°, permet de recourir tant au placement familial qu'au placement en apprentissage ou au travail, au placement d'enseignement ou de traitement, ou, encore, au placement dans un foyer d'étudiants ou de travailleurs.

.../...

---

(1) devenu l'article 30 de la loi.

Quant au placement dans un établissement de l'Etat, prévu par le 4° de l'article, il ne constitue pas en lui-même une mesure plus sévère que les autres. Mais en vue de faciliter la sériation des mineurs, il est nécessaire que les établissements de l'Etat continuent à constituer un groupe d'institutions à l'intérieur duquel les transferts peuvent être opérés par simple décision administrative" (même document, p. 24).

La majorité civile exprimant l'état d'une personne présumée capable et, dès lors, "sui juris", l'accession à cette majorité constitue, dans notre système juridique, le mode normal d'extinction de la puissance paternelle (De Page, T. I, n° 774).

Dès lors qu'elles impliquent le "maintien du mineur dans son milieu", c'est-à-dire sous l'autorité paternelle, les mesures prévues à l'article 37, 2°, de la loi ne sont pas - en raison de leur nature même - susceptibles d'être appliquées au-delà de l'âge de 18 ans puisque, en vertu des articles 23 et 27 du projet, à cet âge, la personne protégée sera majeure et que l'autorité paternelle aura pris fin.

La même objection peut être faite à propos des mesures de placement prévues à l'article 37, 3°, puisque dans ce cas, il s'agit en réalité d'un transfert, à l'intervention du tribunal, de l'exercice de l'autorité paternelle à des tierces personnes.

.../...

En ce qui concerne les mesures prévues à l'article 37, 4°, la disposition prévoyant que des personnes pourront, au-delà de leur majorité, être maintenues dans des établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, doit être examinée au point de vue de sa conformité à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, approuvée par la loi du 13 mai 1955, et spécialement à l'article 5, 1, de cette convention, lequel dispose :

"Article 5.-

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent ;

b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi ;

c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci ;

d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente ;

.../...

e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond ;

f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulière d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

... ".

La disposition projetée n'établissant aucune distinction quant aux faits qui sont à l'origine de l'intervention du tribunal, elle permettra à celui-ci de prendre le cas échéant des mesures qui auront pour effet de porter atteinte (entre 18 et 20 ans) à la liberté de personnes majeures, même lorsqu'elles n'auront commis aucune infraction ni aucun acte précis susceptible de justifier une mesure d'internement.

Si l'on peut admettre qu'elle n'appelle pas d'objections lorsqu'elle est prise à l'égard de personnes qui ont commis une infraction (article 36, 4°) ou, à la rigueur, de ceux qui se livrent au vagabondage et à la mendicité (article 36, 3°), la mesure projetée est, par contre, dans les autres cas, contraire à l'article 5,1, de la Convention précitée puisqu'elle a pour effet de priver totalement ou partiellement de sa liberté une personne qui ne se trouve dans aucun des cas d'exception prévus audit article.

La même observation peut d'ailleurs être faite à l'égard de l'article 37, 2° et 3°, dans la mesure où ces dispositions impliquent des restrictions à la liberté personnelle.

*
* *

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Articles 1er à 4.

Les modifications projetées aux articles du Code civil devront être adaptées en tenant compte des textes repris dans le projet L.11.539, textes à propos desquels le Conseil d'Etat a fait des observations et des suggestions auxquelles il se réfère.

En ce qui concerne plus spécialement les articles 2 et 3, comme le Conseil d'Etat l'a fait observer en son avis L.11.539/2, logiquement, l'ordre des articles 73 et 74 en projet devrait être inversé et ces deux dispositions, qui sont intimement liées l'une à l'autre, devraient faire l'objet d'un seul article qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 73.-

Le consentement des père et mère peut être donné dans l'acte même de mariage ou par acte authentique séparé, dressé par un notaire ou par l'officier de l'état civil du lieu du mariage, ou par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de la personne appelée à consentir.

L'acte de consentement contient les prénoms, nom, profession et domicile des futurs époux et de tous ceux qui concourent à l'acte, ainsi que leur degré de parenté avec les futurs époux".

.../...

Article 5.

Eu égard aux modifications nombreuses subies par l'article 148 du Code civil, il est proposé de remplacer entièrement cette disposition. Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

L'article 148 du même Code, modifié par les lois du 14 juillet 1953, du 5 juillet 1963 et du 8 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 148. Les enfants mineurs ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère.

En cas de dissentiment entre ceux-ci, le litige est porté, par l'un d'eux, par voie de requête, au tribunal de la jeunesse.

Le dissentiment entre père et mère peut être constaté par acte notarié, par exploit d'huissier de justice, par procès-verbal dressé par l'officier de l'état civil ou par lettre de refus adressée à ce dernier par celui des auteurs qui ne consent pas au mariage.

Lorsque la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs, le consentement de celui-ci est requis".

.../...

Article 8.

A l'avant-dernier alinéa de cet article le mot "absent" dont l'équivalent figure dans la version néerlandaise, a été omis.

Article 9.

L'alinéa 1er de l'article 152 du projet prévoit que, "dans les cas prévus aux articles 148 et 149", le tribunal statue "sur la demande du Procureur du Roi" et que la demande est introduite "par citation". Or, l'article 148,alinéa 2, prévoit que le litige est porté par le père ou la mère, "par voie de requête", devant le tribunal. Ces dispositions devraient être mises en concordance. Il est proposé d'écrire : "... dans les cas prévus à l'article 148, hormis l'alinéa 2,et à l'article 149, le consentement ...".

En outre, à l'alinéa 3, le membre de phrase "le ministère public entendu" est inutile, compte tenu de l'alinéa 1er.

Article 10.

Dans le droit actuel, deux dispositions confèrent au tribunal de la jeunesse un pouvoir de contrôle sur les délibérations du conseil de famille ayant pour objet le mariage du mineur : l'article 160bis du Code civil et l'article 1232 du Code judiciaire, qui a repris, en les modifiant, les dispositions de l'article 883 du Code de procédure civile. L'une des modifications a consisté à prévoir expressément l'hypothèse de la délibération ayant pour objet le mariage du mineur.

.../...

Le législateur, en 1967, a entendu soumettre aux voies de recours du droit commun la délibération du conseil de famille relative au mariage du mineur, comme l'avait déjà décidé, pour l'application de l'article 883 du Code de procédure civile, la Cour de Bruxelles (11 juin 1890, Pas. 1890, II, 363 ; voyez dans le même sens : De Page, t. I, n° 589; t. II, n° 122). Il semble toutefois que le législateur de 1967 ait perdu de vue que l'article 160bis inséré dans le Code civil par l'article 13 de la loi du 8 avril 1965 soumettait à un recours différent la délibération du conseil de famille refusant de consentir au mariage du mineur.

Les différences portent notamment sur la personne ayant qualité pour attaquer la délibération du conseil de famille et sur le grief à faire valoir. La première différence est supprimée par le projet. En revanche, d'après l'article 160bis du Code civil, ainsi que d'après l'article 153 projeté, il faut que le refus soit abusif, tandis que l'article 1232 du Code judiciaire permet de faire contrôler toute décision quelconque. En outre, il est controversé si cette dernière disposition ouvre un recours contre une délibération unanime du conseil de famille (voyez De Page, t. II, n° 122), alors que celle-ci peut certainement être soumise au recours de l'article 160bis. Hormis ce dernier point, le recours prévu par le Code judiciaire est beaucoup plus large et englobe l'hypothèse limitative de l'article 160bis du Code civil.

Le projet de loi soumis au Conseil d'Etat fournit au Gouvernement l'occasion de supprimer la dualité des textes applicables et de trancher la controverse qui vient d'être signalée. Si le Gouvernement entend maintenir le droit

.../...

d'attaquer toute délibération du conseil de famille relative au mariage du mineur, et non pas seulement le refus abusif d'y consentir, il est proposé d'introduire dans le Code civil la solution que consacre actuellement le Code judiciaire et de modifier en conséquence l'article 1232 de ce Code.

Article 12.

A l'alinéa 3 de l'article 155 projeté, la seconde phrase se réfère au lieu de résidence de "l'un des témoins", alors que cet alinéa, disposant que le décès du père ou de la mère peut être établi par une déclaration sous serment du futur époux, ne prévoit pas l'intervention de témoins ni les qualités requises de ceux-ci.

A l'alinéa 4, il y a lieu de se référer uniquement à l'alinéa 3, étant donné que l'alinéa 2 ne vise que le cas de l'absence.

Article 13.

La mention des articles 74, 148 et 155 devrait être complétée par celle de l'article 151.

En outre, ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà fait observer dans son avis L.11.539/2, la formule actuelle de l'article 155bis "agents diplomatiques, consuls et vice-consuls de Belgique" est remplacée par les mots "chef d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire belge".

.../...

Si, comme il est probable, le Gouvernement n'entend en rien modifier, à cet égard, les règles de compétence telles qu'elles sont fixées par la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, il conviendrait de l'indiquer dans l'exposé des motifs.

Le texte suivant est proposé pour l'article 155bis nouveau du Code civil :

"Article 155bis. Les pouvoirs conférés aux officiers de l'état civil par les articles 74, 148, 151 et 155 sont exercés, à l'étranger, conformément à la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil".

En outre, le Conseil d'Etat rappelle que dans son avis L.11.539/2 il avait fait remarquer que l'article 156 était vacant et qu'il serait, par conséquent, préférable d'insérer à cet endroit le texte proposé pour l'article 155bis.

Article 14.

Le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

Sont abrogés :

1° l'article 158 ;
2° l'article 159, modifié par la loi du 7 mars 1938 ;
3° l'article 160, modifié par la loi du 30 avril 1896 ;
4° l'article 160bis, inséré par la loi du 8 avril 1965".

.../...

Article 17.

Le projet qui a fait l'objet de l'avis L.11.539/2 prévoyait une autre modification à l'article 176 du Code civil. Il est renvoyé à l'observation formulée par le Conseil d'Etat à ce sujet.

Article 21.

Le texte suivant est proposé :

"Article 21.-

A l'article 350, § 3, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots "21 ans" sont remplacés par les mots "dix-huit ans".

Il appartiendra au Gouvernement d'examiner si une modification identique ne devrait pas être apportée à l'article 345, § 2, alinéa 2.

De même, à l'article 361, § 1er, alinéa 1er, il conviendrait d'omettre les mots "ou de l'autoriser à faire le commerce", eu égard au fait que le commerce ne peut être exercé qu'à partir de 18 ans, donc à une époque où l'intéressé sera majeur (cf. article 26 du projet, abrogeant l'article 487, et l'article 40, abrogeant les articles 4 et 5 du livre premier, titre premier, du Code de commerce).

.../...

Article 28.

Le texte suivant est proposé :

"Article 28.-

L'article 1095 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, ... (le reste comme au projet) ...".

*

A l'article 1308 du Code civil, il conviendrait d'omettre les mots "commerçant, banquier ou" et "de son commerce ou".

En outre, il est proposé de compléter l'article 1309 du même Code par les mots "sans préjudice des articles 1095 et 1398 ".

*

Article 29.

Le texte suivant est proposé :

"Article 29.-

L'article 1398 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, ... (le reste comme au projet) ...".

.../...

Article 31.

Sous réserve de l'observation générale formulée au début du présent avis, le texte suivant est proposé :

"Article 31.-

A l'article 37 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Le tribunal peut toutefois décider, par jugement motivé, que les mesures visées au § 1er, alinéa 2, 2° à 4°, s'appliqueront ... (le reste comme au projet) ...".

Article 33.

Si le Gouvernement adopte la proposition faite à propos de l'article 31 du projet, il faut écrire dans le dispositif de l'article 40 projeté "et s'il est fait application du § 2 du même article".

Article 34.

Le texte suivant est proposé, compte tenu de la modification suggérée à l'article 31 :

"Article 34.-

L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 42.- Le mineur qui a fait l'objet d'une des mesures visées à l'article 37, § 1er, alinéa 2, 3° et 4°, en dehors des cas prévus à l'article 41, est placé sous la surveillance du tribunal de la jeunesse jusqu'à sa majorité, ou, s'il y a lieu, jusqu'à l'échéance du terme prévu par l'article 37, § 2.

.../...

Le tribunal de la jeunesse désigne pour assurer cette surveillance le comité de protection de la jeunesse ou un délégué à la protection de la jeunesse".

*

A l'article 51 de la même loi, il y aurait lieu de supprimer, à l'alinéa 2, la mention des articles 4 et 5 du Code de commerce, qui sont abrogés par le projet.

Article 35.

Le texte suivant est proposé :

"Article 35.-

Dans l'article 72 de la même loi, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes : ... (le reste comme au projet) ...".

Article 36.

Le texte suivant est proposé :

"Article 36.-

A l'article 75 de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots "âgés de moins de dix-huit ans accomplis" sont supprimés".

*
* *

.../...

Article 40.

L'abrogation des articles 4 et 5 du Code de commerce, prévue à cet article, entraîne l'abrogation de l'article 7 et la refonte de l'article 6.

En outre, il y aurait lieu d'abroger l'article 25, n° 14, des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, et l'article 628, 3°, du Code judiciaire.

Article 41.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 41.-

L'article 50 du Code judiciaire, modifié par la loi du 24 juin 1970, est complété par l'alinéa suivant : "La prorogation ... (la suite comme à l'article 41 du projet)...

Article 42.

Le texte suivant est proposé :

"Article 42.-

A l'article 372bis, inséré dans le Code pénal par la loi du 8 avril 1965, les mots "âgé de moins de dix-huit ans accomplis" sont supprimés ".

La même disposition devrait être prise en ce qui concerne l'article 386bis.

.../...

A N N E X E .

Décret du 18-29 décembre 1790 relatif au rachat des rentes foncières, titre II, articles 4 et 11.

Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, article 35, 3°.

Loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et aux changements de noms, article 3.

Décret du 25 septembre 1813 concernant les mineurs ou interdits, propriétaires d'une action de la Banque de France ou de portions d'action n'excédant pas ensemble une action entière.

Loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire, article 55 et article 90bis, insérés par la loi du 10 octobre 1913.

Loi du 23 juin 1894 portant revision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes, article 10.

Loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles, article 3, modifié par la loi du 30 avril 1958.

Loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, articles 14 et 81.

.../...

Loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, article 19, modifié par la loi du 15 juin 1961, et article 102, modifié par la loi du 8 avril 1965.

Loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, article 3.

Arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession, article 56.

Arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulant, article 6, 1°.

Arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, articles 132^{2}, 135 et 136.

Loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, article 19, modifié par les lois des 28 janvier 1963 et 16 janvier 1967.

Loi du 19 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, article 5, alinéa 1er, dont le texte néerlandais a été modifié par l'article 4, § 1er, de la loi du 13 juillet 1970.

Loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, article 1er, § 4bis, modifié par la loi du 16 janvier 1967.

.../...

Lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, articles 77 et 88.

Loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie des assurés libres, article 2.

Loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, article 6, alinéa 2, modifié par la loi du 22 janvier 1969.

Code judiciaire, article 1232.

Loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 44.

Loi du 9 juin 1970 relative à l'occupation d'étudiants, article 9.

Loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, article 10, § 1er, 3°.

Loi du 16 mars 1971 sur le travail, article 2.

Loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, articles 19, 38, 44, 71 et 80.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp heeft hoofdzakelijk tot doel de leeftijd van de burgerlijke meerderjarigheid tot 18 jaar te verlagen (artikelen 23 en 27) ; maar heel wat van zijn bepalingen strekken ertoe de wetgeving aan die nieuwe regeling aan te passen, ofwel door ze ermee in overeenstemming te brengen, ofwel door uitzonderingen op de burgerlijke bekwaamheid op 18 jaar in te voeren.

Een aantal bepalingen van het ontwerp houden geen verband met de burgerlijke meerderjarigheid : dat zijn onder meer de artikelen die, wat het huwelijk betreft, de akten van eerbied afschaffen en die welke de regelen inzake toestemming wijzigen.

De inhoud van de ontwerp-wet is derhalve op onvolkomen wijze in het opschrift verwoord. Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot 18 jaar, en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de bekwaamheid, het huwelijk en de jeugdbescherming".

*

.../...

De ontwerp-artikelen 1 tot 4, 10, 13 en 17 strekken tot wijziging van artikelen uit het Burgerlijk Wetboek waarvan de wijziging reeds is voorgesteld in een voorontwerp van wet tot wijziging van de titels II en V van het eerste boek van het Burgerlijk Wetboek, van de artikelen 264 en 362 van het Strafwetboek en van de artikelen 1384 en 1385 van het Gerechtelijk Wetboek, waarover de Raad van State op 23 maart 1972 advies heeft gegeven (L.11.539/2).

De memorie van toelichting wijst erop dat het wenselijk was rekening te houden met dat voorontwerp en dat daarom "de daarin geplande wijzigingen van de artikelen 74, 76, 4° en 155bis van het Burgerlijk Wetboek ... in dit ontwerp werden overgenomen".

Die aanpassing is maar gedeeltelijk voor de artikelen 76 en 155bis van het Burgerlijk Wetboek ; er blijven ook verschillen bestaan wat de artikelen 37, 153 en 176 van hetzelfde Wetboek betreft.

Gelijktijdig of met korte tussenpozen aan de wetgever verschillende wetsontwerpen voorleggen die een gelijkaardig onderwerp hebben en waarvan sommige bepalingen dezelfde materie wijzigen, kan tot vergissingen en discordanties leiden.

Het bezwaar kan worden ondervangen door samenvoeging van die ontwerpen. In de huidige stand van zaken echter kan de Raad van State niet anders doen dan bij het onderzoek van de artikelen wijzen op de punten waarin beide ontwerpen van elkaar verschillen.

.../...

Het is mogelijk dat het probleem zich ook voordoet naar aanleiding van artikel 27 van het ontwerp, in vergelijking met het wetsontwerp tot aanvulling van titel X van boek I van het Burgerlijk Wetboek door invoering van de staat van verlengde minderjarigheid (reeds door de Senaat aangenomen: zie Gedr. St., Kamer, zitting 1972-1973, nr. 417.1) en ook naar aanleiding van bepaalde voorontwerpen die thans aan de Raad van State zijn voorgelegd.

De Raad van State heeft niet onderzocht welke terugslag het onderhavige ontwerp kan hebben op de bepalingen waarvan de opheffing wordt voorgesteld in het ontwerp waarover advies L.11.539/2 is gegeven.

*

De wijziging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid kan ook een terugslag hebben op andere wetteksten dan die in welker aanpassing het ontwerp voorziet.

Een volledige lijst van die teksten kan echter bezwaarlijk worden opgemaakt.

Daarbij komt nog dat er bepalingen zijn waarin de leeftijdseis niet gemotiveerd is door overwegingen die gegrond zijn op de rechtsbekwaamheid. Dat is onder meer het geval met artikel 19 van de wet van 5 juni 1928 houdende regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst ; in verband daarmee heeft de gemachtigde van de Regering bevestigd, dat de leeftijdseis van 21 jaar moest worden gehandhaafd voor indienstneming van vrouwen.

.../...

De Raad van State beperkt er zich dan ook toe, de aandacht te vestigen op de noodzaak om een groot aantal teksten in overeenstemming te brengen. Te dien einde voegt hij bij dit advies een niet noodzakelijk volledige lijst van wetteksten waarvoor dit probleem zich kan voordoen.

*

In hoofdstuk II staan samen de wijzigingen welke het ontwerp bedoelt aan te brengen in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Sommige van die wijzigingen zijn gewoon aanpassingen van de tekst aan de nieuwe leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid (artikelen 30, 36 tot 39) ; andere daarentegen doen zich voor als afwijkingen van de regel die de burgerlijke meerderjarigheid op 18 jaar vaststelt.

Dat is het geval met artikel 31 van het ontwerp, dat artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming bedoelt aan te vullen met een bepaling krachtens welke de jeugdrechtbank kan beslissen dat de maatregelen, bepaald in het tweede lid, 2° tot 4°, van hetzelfde artikel, "boven de leeftijd van 18 jaar zullen worden toegepast, echter voor niet langer dan tot de dag waarop de betrokkene de leeftijd van 20 jaar bereikt", en dat gedurende die tijd alle bepalingen van de genoemde wet op hem toepassing zullen vinden.

.../...

Artikel 37 van de wet van 8 april 1965 bepaalt :

"Artikel 37.- De jeugdrechtbank kan ten aanzien van minderjarigen die voor haar zijn gebracht, maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding bevelen.

Zij kan volgens de omstandigheden :

1° hen berispen en hen laten bij of teruggeven aan degenen die ze onder hun bewaring hebben en deze in voorkomend geval aanmanen in het vervolg beter toezicht op hen te houden ;

2° hen onder het toezicht stellen van het jeugdbeschermingscomité of van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming, die moet waken op de naleving van de door de rechtbank gestelde voorwaarden.

De rechtbank kan het behoud van de minderjarige in zijn milieu met name afhankelijk stellen van een of meer der volgende voorwaarden :

a) geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs bezoeken ;

b) een prestatie van opvoedkundige of filantropische aard leveren in verhouding tot leeftijd en middelen ;

c) de pedagogische en medische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting of geestelijke hygiëne in acht nemen ;

.../...

3° hen, onder toezicht van het jeugdbeschermingscomité of van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming, uitbesteden bij een betrouwbaar persoon of in een geschikte inrichting, met het oog op hun huisvesting, behandeling, opvoeding, onderrichting of beroepsopleiding ;

4° hen toevertrouwen aan de groep Rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht.

De onder nrs. 2 tot 4 bedoelde maatregelen worden geschorst wanneer de minderjarige onder de wapens is. Zij lopen ten einde bij zijn meerderjarigheid".

De maatregelen, bedoeld in artikel 37, tweede lid, 2° tot 4°, kunnen door de jeugdrechtbank worden bevolen niet alleen ten opzichte van minderjarigen die worden vervolgd wegens een als misdrijf omschreven feit (artikel 36, 4°) of die van bedelarij of landloperij een gewoonte maken (artikel 36, 3°), maar ook ten opzichte van minderjarigen wier gezondheid, veiligheid of zedelijkheid gevaar loopt hetzij wegens hun bezigheden, hetzij wegens het milieu waarin zij leven, of wanneer de omstandigheden waarin zij worden opgevoed, gevaar opleveren door het gedrag van degenen die hen onder hun bewaring hebben (artikel 36, 2°), en ten opzichte van minderjarigen die door hun wangedrag of onbuigzaamheid ernstige redenen tot ontevredenheid geven (artikel 36, 1°).

.../...

Het verdient echter aandacht dat, zoals het laatste lid van artikel 37 bepaalt, al die maatregelen ten einde lopen bij de meerderjarigheid. Zowel uit de parlementaire voorbereiding als uit de tekst zelf van de wet van 8 april 1965 blijkt trouwens, dat die maatregelen zijn ontworpen met de gedachte aan de staat van minderjarigheid van de te beschermen personen, en met name aan het feit dat zij volgens het gemeen recht onder het gezag van ouders of voogd staan, terwijl het optreden van de jeugdrechtbank ertoe strekt dat gezag hetzij bij te staan met de in artikel 37, 2°, bepaalde maatregelen, hetzij er het gezag van derden voor in de plaats te stellen door middel van de maatregelen bepaald in artikel 37, 3° en 4°.

Er moge worden verwezen naar de commentaar welke de memorie van toelichting bij de wet verstrekt in verband met de opvoedkundige bijstand aan kinderen die in gevaar verkeren.

"De huidige wetgeving beschermt die kinderen niet. Enerzijds vereist de ontzetting van de ouderlijke macht erge feiten ; anderzijds grijpt de kinderrechter eerst in nadat het kind reeds een laakbare daad heeft gepleegd. In beide gevallen wordt er te laat ingegrepen en kan dit eerst gebeuren wanneer een soms onherstelbaar kwaad is geschied.

Reeds door middel van de sociale bescherming die in de eerste titel wordt behandeld, tracht dit ontwerp deze toestand te verhelpen. Als echter de ouders de hun aangeboden hulp weigeren of niet met de diensten, die ze hun verstrekken, samenwerken, moet de rechterlijke overheid

.../...

noodzakelijk ingrijpen. Krachtens artikel 35, 2° (1), zal deze voortaan de bescherming van de kinderen wier lichamelijke of zedelijke gezondheid gevaar loopt, rechtstreeks kunnen verzekeren, door te hunnen opzichte eventueel een van de maatregelen te nemen waarover zij beschikt. Indien deze actie zich echter niet tot de ouders kon uitstrekken, zou zij ondoelmatig zijn of te dikwijls het plaatsen van de kinderen noodzakelijk maken. Daarom voorziet artikel 28 (2) in de mogelijkheid ten aanzien van de ouders een maatregel van opvoedende bijstand te bevelen. Deze maatregel is geen sanctie, zoals de ontzetting. Hier wordt niet beoogd de ouders hun macht te onttrekken, doch wel hen te helpen om ze beter uit te oefenen" (Gedr. St., Kamer, zitting 1962-1963, nr. 637/1, blz. 21).

In verband met de maatregelen waarvan sprake is in artikel 37 (in het parlementair stuk vermeld onder artikel 36), wordt in hetzelfde stuk verklaard :

"Het toezicht van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming (nr. 2) is een probatiemaatregel die in het stelsel van het ontwerp niet noodzakelijk met de berisping moet gepaard gaan. Het gaat hier om een behandeling die soms "opvoeding in vrije kuur" wordt genoemd en die erin bestaat de minderjarige in zijn natuurlijk milieu te laten en na te gaan hoe zijn gedragingen evolueren. Het behoud van de minderjarige in zijn milieu kan echter afhankelijk worden gesteld van bepaalde voorwaarden van opvoedende aard waarvan artikel 36 enkele voorbeelden verstrekt.

.../...

---

(1) In de tekst van de wet artikel 36, 2°, geworden.
(2) In de wet artikel 30 geworden.

Wanneer een minderjarige aan zijn gezinsmilieu moet worden onttrokken, kan hij, overeenkomstig artikel 36, 3°, in een gezin worden uitbesteed, ofwel met het oog op vakopleiding, tewerkstelling, onderricht of behandeling, of in een studenten- of arbeiderstehuis worden geplaatst.

Wat de in het 4° van het artikel bepaalde plaatsing in een Rijksgesticht betreft, deze is, op zichzelf beschouwd geen strengere maatregel dan de andere. Doch terwille van de indeling van de minderjarige blijft het noodzakelijk dat de Rijksgestichten een groep van inrichtingen vormen waarbinnen de overbrengingen op grond van loutere administratieve beslissingen kunnen geschieden" (zelfde Gedr. St., blz. 24).

De burgerlijke meerderjarigheid is de uitdrukking van de staat van een persoon die wordt vermoed handelingsbekwaam en derhalve "sui juris" te zijn, en het bereiken van die meerderjarigheid is in ons rechtsbestel dus de normale wijze om de ouderlijke macht te doen eindigen (De Page, deel I, nr. 774).

Aangezien de maatregelen van artikel 37, 2°, van de wet "het behoud van de minderjarige in zijn milieu", met andere woorden onder het ouderlijk gezag, impliceren, kunnen ze krachtens hun aard niet worden toegepast na de leeftijd van 18 jaar, waarop de beschermde persoon immers op grond van de artikelen 23 en 27 van het ontwerp, meerderjarig zal zijn en niet meer onder het ouderlijk gezag zal staan.

.../...

Hetzelfde kan worden opgeworpen in verband met de plaatsingsmaatregelen van artikel 37, 3°, in welk geval het in feite gaat om een overdracht, door toedoen van de rechtbank, van de uitoefening van het ouderlijk gezag aan derden.

Met betrekking tot de maatregelen bedoeld in artikel 37, 4°, moet worden nagegaan of de bepaling dat meerderjarig geworden personen in Rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht kunnen worden gehouden, in overeenstemming is met het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, goedgekeurd door de wet van 13 mei 1955, en vooral met artikel 5,1, van dat verdrag, hetwelk bepaalt :

"Artikel 5.-

1. Eenieder heeft recht op persoonlijke vrijheid en veiligheid. Niemand mag van zijn vrijheid worden beroofd, behalve in de navolgende gevallen en langs wettelijke weg :

a) indien hij op rechtmatige wijze wordt gevangen gehouden na veroordeling door een daartoe bevoegde rechter ;

b) indien hij op rechtmatige wijze is gearresteerd of gevangen wordt gehouden, wegens weigering een overeenkomstig de wet door een rechter gegeven bevel op te volgen of ten einde de nakoming van een door de wet voorgeschreven verplichting te verzekeren ;

c) indien hij op rechtmatige wijze is gearresteerd of gevangen gehouden ten einde voor de bevoegde rechterlijke instantie te worden geleid, wanneer redelijke termen aanwezig zijn om te vermoeden dat hij een strafbaar feit heeft begaan of indien er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat het noodzakelijk is hem te beletten een strafbaar feit te begaan of te ontvluchten nadat hij dit heeft begaan ;

.../...

d) in het geval van rechtmatige gevangenhouding van een minderjarige met het doel in te grijpen in zijn opvoeding of in het geval van zijn rechtmatige gevangenhouding, ten einde hem voor het bevoegde gezag te geleiden ;

e) in het geval van rechtmatige gevangenhouding van personen die een besmettelijke ziekte zouden kunnen verspreiden, van geesteszieken, van verslaafden aan alcohol of verdovende middelen of van landlopers ;

f) in het geval van rechtmatige arrestatie of gevangenhouding van personen ten einde hen te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen, of indien tegen hen een uitwijzings- of uitleveringsprocedure hangende is.

... ".

De ontworpen bepaling maakt geen onderscheid naar gelang van de feiten die aanleiding geven tot het optreden van de rechtbank en zal deze dus gelegenheid geven om eventueel maatregelen te nemen waardoor (tussen 18 en 20 jaar) afbreuk wordt gedaan aan de vrijheid van meerderjarige personen, ook al hebben die geen misdrijf gepleegd of geen bepaalde handeling verricht die een interneringsmaatregel kan wettigen.

Kan worden aangenomen dat tegen de geplande maatregel geen bezwaar is wanneer hij wordt genomen ten opzichte van personen die een misdrijf hebben gepleegd (artikel 36, 4°) of desnoods ten opzichte van hen die van bedelarij of landloperij een gewoonte maken (artikel 36, 3°), in de andere gevallen is

.../...

hij in strijd met artikel 5,1, van het verdrag, omdat hij tot gevolg heeft dat iemand die zich niet in een van de daar genoemde uitzonderingsgevallen bevindt, geheel of gedeeltelijk van zijn vrijheid wordt beroofd.

De opmerking geldt overigens ook voor artikel 37, 2° en 3°, voor zover die bepalingen beperkingen van de persoonlijke vrijheid impliceren.

*
* *

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikelen 1 tot 4.

De ontworpen wijzigingen in de artikelen van het Burgerlijk Wetboek zullen moeten worden aangepast met inachtneming van de teksten die opgenomen zijn in het ontwerp L.11.539, waarbij de Raad van State opmerkingen gemaakt en voorstellen gedaan heeft waarnaar hier moge worden verwezen.

Wat meer bepaald de artikelen 2 en 3 betreft, het zou, zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies L.11.539/2, logischer zijn de bepalingen van de ontwerpartikelen 73 en 74 in omgekeerde volgorde te geven en, daar ze zo nauw samenhangen, er één artikel van te maken. Dit kan dan als volgt worden geredigeerd :

.../ ...

"Artikel 73.-

De toestemming van de ouders kan worden gegeven in de akte van huwelijk zelf of in een afzonderlijke authentieke akte, opgemaakt door een notaris of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het huwelijk, of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of de verblijfplaats van degene die zijn toestemming moet geven.

De akte van toestemming bevat de voornamen, de naam, het beroep en de woonplaats van de aanstaande echtgenoten en van allen die bij de akte zijn verschenen, alsmede hun graad van bloedverwantschap met de aanstaande echtgenoten".

Artikel 5.

Wegens de vele wijzigingen die artikel 148 van het Burgerlijk Wetboek reeds heeft ondergaan, wordt voorgesteld die bepaling in haar geheel te vervangen, als volgt :

"Artikel 5.-

Artikel 148 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1953, 5 juli 1963 en 8 april 1965, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 148.- Minderjarige kinderen mogen geen huwelijk aangaan zonder toestemming van hun ouders.

Zijn dezen het niet eens, dan wordt het geschil door één van hen bij verzoekschrift voor de jeugdrechtbank gebracht.

.../...

Het verschil van gevoelen tussen de ouders kan worden vastgesteld bij een notariële akte, bij een deurwaarders-exploot, bij een proces-verbaal opgemaakt door de ambtenaar van de burgerlijke stand, of bij een brief van weigering aan de laatstgenoemde ambtenaar gericht door degene van de ouders die niet in het huwelijk toestemt.

Wanneer de afstamming slechts ten aanzien van één van de ouders vaststaat, is de toestemming van deze vereist".

Artikel 8.

In het voorlaatste lid van de Franse tekst van dit artikel is het woord "absent" waarvoor wel een equivalent staat in de Nederlandse versie, weggevallen.

Artikel 9.

Het eerste lid van het, in het ontwerp voorgestelde, nieuwe artikel 152 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat de rechtbank "in de gevallen bedoeld in artikel 148 en 149" "op vordering van de procureur des Konings" uitspraak doet en dat "de vordering wordt ingeleid bij dagvaarding". Artikel 148, tweede lid, bepaalt echter dat het geschil door de vader of de moeder "bij verzoekschrift" voor de jeugdrechtbank wordt gebracht. Die bepalingen zouden in overeenstemming moeten worden gebracht. Voorgesteld wordt : "... in de gevallen bedoeld in artikel 148, het tweede lid uitgezonderd, en in artikel 149, de toestemming ...".

.../...

In het derde lid is het zinsdeel "het openbaar ministerie gehoord" overbodig, gelet op het eerste lid.

Artikel 10.

In het huidige recht verlenen twee bepalingen aan de jeugdrechtbank bevoegdheid om toezicht te houden op beslissingen van de familieraad betreffende het huwelijk van de minderjarige : artikel 160bis van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1232 van het Gerechtelijk Wetboek dat, enigszins gewijzigd, de bepalingen van artikel 883 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering heeft overgenomen. Een van de wijzigingen was, dat met zoveel woorden werd voorzien in het geval dat de beslissing het huwelijk van de minderjarige betreft.

In 1967 heeft de wetgever de beslissing van de familieraad betreffende het huwelijk van de minderjarige willen onderwerpen aan de rechtsmiddelen van het gemeen recht, zoals voor de toepassing van artikel 883 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering reeds besloten was door het Hof van beroep van Brussel (11 juni 1890, Pas. 1890, II, 363 ; zie in dezelfde zin : De Page, deel I, nr. 589 ; deel II, nr. 122). De wetgever van 1967 schijnt er echter niet aan te hebben gedacht, dat artikel 160bis, in het Burgerlijk Wetboek ingevoegd door artikel 13 van de wet van 8 april 1965, een ander rechtsmiddel openstelde tegen de beslissing waarbij de familieraad zijn toestemming tot het huwelijk van de minderjarige weigerde.

.../ ...

De verschillen hebben onder meer betrekking op de persoon die bevoegd is om de beslissing van de familieraad aan te vallen en op het bezwaar dat kan worden gemaakt. Het eerste verschilpunt wordt door het ontwerp weggewerkt. Daarentegen is het volgens artikel 160bis van het Burgerlijk Wetboek nodig dat de weigering wordt geacht een "misbruik" te zijn - volgens het ontworpen artikel 153, moet zij "onverantwoord" zijn - , terwijl volgens artikel 1232 van het Gerechtelijk Wetboek tegen iedere beslissing kan worden opgekomen. Bovendien is er een controverse over de vraag of volgens deze laatste bepaling een rechtsmiddel openstaat tegen een eenparige beslissing van de familieraad (zie De Page, deel II, nr. 122), terwijl tegen zulk een beslissing stellig het rechtsmiddel van artikel 160bis kan worden aangewend. Dit laatste punt niet te na gesproken, is het rechtsmiddel waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet veel ruimer en omsluit het ook het beperkende geval van artikel 160bis van het Burgerlijk Wetboek.

Het aan de Raad van State voorgelegde wetsontwerp kan voor de Regering aanleiding zijn om de dualiteit van de toepasselijke teksten weg te werken en de gesignaleerde twistvraag op te lossen. Wil de Regering dat het recht blijft bestaan om enige beslissing van de familieraad betreffende het huwelijk van de minderjarige, en niet alleen de onverantwoorde weigering van de toestemming aan te vallen, dan kan in het Burgerlijk Wetboek de oplossing worden overgenomen die thans gehuldigd is in het Gerechtelijk Wetboek ; artikel 1232 van het Gerechtelijk Wetboek moet dan dienovereenkomstig worden gewijzigd.

.../...

Artikel 12.

In het ontwerp-artikel 155, derde lid, tweede volzin, is sprake van de verblijfplaats "van een der getuigen"; maar waar in dat lid gezegd wordt dat het overlijden van vader of moeder kan worden vastgesteld door een beëdigde verklaring van de aanstaande echtgenoot, is niet bepaald dat getuigen moeten optreden en evenmin welke hoedanigheden deze moeten bezitten.

In het vierde lid moet alleen naar het derde worden verwezen, aangezien het tweede alleen betrekking heeft op het geval van afwezigheid.

Artikel 13.

Behalve de artikelen 74, 148 en 155 moet ook artikel 151 worden vermeld.

Zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt in zijn advies L.11.539/2 wordt de huidige formule van artikel 155bis : "diplomatieke ambtenaren, consuls en vice-consuls van België" vervangen door de woorden "hoofd van een Belgische diplomatieke zending of consulaire post".

Indien de Regering, zoals waarschijnlijk is, in dat opzicht niets wil veranderen aan de bevoegdheidsregelen zoals die zijn vastgesteld in de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand, zou dat in de memorie van toelichting moeten worden gezegd.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het nieuwe artikel 155bis van het Burgerlijk Wetboek :

"Artikel 155bis. De bevoegdheden, door de artikelen 74, 148, 151 en 155 aan de ambtenaren van de burgerlijke stand toegekend, worden in het buitenland uitgeoefend overeenkomstig de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand".

De Raad moge ook herinneren aan de reeds in zijn advies L.11.539/2 gemaakte opmerking, dat artikel 156 van het Burgerlijk Wetboek openstaat, zodat de voor artikel 155bis voorgestelde tekst beter op die plaats kan worden ingevoegd.

Artikel 14.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

Opgeheven worden :

1° artikel 158 ;
2° artikel 159, gewijzigd bij de wet van 7 maart 1938 ;
3° artikel 160, gewijzigd bij de wet van 30 april 1896 ;
4° artikel 160bis, ingevoegd bij de wet van 8 april 1965".

.../...

Artikel 17.

Het ontwerp waarover het advies L.11.539/2 is gegeven, voorzag nog in een andere wijziging van artikel 176 van het Burgerlijk Wetboek. Hier moge worden verwezen naar de opmerking welke de Raad van State daarbij heeft gemaakt.

Artikel 21.

De Regering dient na te gaan of de wijziging niet ook in artikel 345, § 2, tweede lid, moet worden aangebracht.

In artikel 361, § 1, eerste lid, zouden de woorden "of hem te machtigen om handel te drijven" moeten vervallen, in acht genomen dat handel slechts mag worden gedreven vanaf de leeftijd van 18 jaar, waarop de betrokkene dus meerderjarig zal zijn (cfr. artikel 26. van het ontwerp, dat artikel 487 opheft, en artikel 40, dat de artikelen 4 en 5 van het eerste boek, eerste titel, van het Wetboek van koophandel opheft).

Artikel 28.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 28.-

Artikel 1095 van hetzelfde Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld :

"Die toestemming of die bijstand ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

*

.../...

In artikel 1308 van het Burgerlijk Wetboek zouden de woorden "handelaar, bankier of" en de woorden "zijn handel of" moeten vervallen.

Ook wordt voorgesteld artikel 1309 van hetzelfde Wetboek als volgt te beginnen : "Onverminderd de artikelen 1095 en 1398 kan de minderjarige niet ...".

*

Artikel 29.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 29.-

Artikel 1398 van hetzelfde Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld :

"Die bijstand is ... (voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 31.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking die vooraan in dit advies is gemaakt, wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 31.-

Aan artikel 37 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

.../...

"§ 2. De rechtbank kan echter bij een met redenen omkleed vonnis beslissen dat de maatregelen, bedoeld in § 1, tweede lid, 2° tot 4°, boven de leeftijd ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 33.

Gaat de Regering in op het voorstel met betrekking tot artikel 31 van het ontwerp, dan moet in de tekst van het ontwerp-artikel 40 worden gelezen "... en wanneer § 2 van hetzelfde artikel wordt toegepast ...".

Artikel 34.

Met inachtneming van de wijziging die bij artikel 31 is voorgesteld, leze men de tekst als volgt :

"Artikel 34.-

Artikel 42 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 42.- Buiten de in artikel 41 bepaalde gevallen wordt de minderjarige tegen wie een van de in artikel 37, § 1, tweede lid, 3° en 4°, bedoelde maatregelen is genomen, onder toezicht van de jeugdrechtbank geplaatst tot zijn meerderjarigheid of, indien daartoe grond bestaat, totdat de tijd bedoeld in artikel 37, § 2, is verstreken.

.../...

De jeugdrechtbank wijst het jeugdbeschermingscomité of een afgevaardigde bij de jeugdbescherming aan om dat toezicht uit te oefenen".

*

In artikel 51, tweede lid, van dezelfde wet moet de vermelding van de artikelen 4 en 5 van het Wetboek van koophandel geschrapt worden ; die artikelen worden door het ontwerp opgeheven.

Artikel 35.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 35.-

In artikel 72 van dezelfde wet worden het tweede en het derde lid door de volgende bepalingen vervangen : "... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 36.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 36.-

In artikel 75 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de woorden "beneden de volle leeftijd van achttien jaar" geschrapt".

.../...

Artikel 40.

De opheffing van de artikelen 4 en 5 van het Wetboek van koophandel, waarin dit artikel voorziet, brengt mede dat ook artikel 7 opgeheven en dat artikel 6 omgewerkt moet worden.

Op te heffen zijn ook artikel 25, nr. 14, van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, en artikel 628, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 41.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 41.-

Artikel 50 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970, wordt met het volgende lid aangevuld :
"De verlenging ... (voorts zoals in artikel 41 van het ontwerp)".

Artikel 42.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 42.-

In artikel 372bis van het Strafwetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 8 april 1965, worden de woorden "beneden de volle leeftijd van achttien jaar" geschrapt."

Dezelfde maatregel moet worden genomen ten aanzien van artiekel 386bis van hetzelfde Wetboek.

.../...

B I J L A G E.

Decreet van 18-29 december 1790 betreffende de wederinkoop van grondrenten, titel II, artikelen 4 en 11.

Wet van 25 ventôse jaar XI tot regeling van het notarisambt, artikel 35, 3°.

Wet van 11-21 germinal jaar XI betreffende de voornamen en de veranderingen van naam, artikel 3.

Decreet van 25 september 1813 betreffende de minderjarigen of onbekwaamverklaarden, eigenaars van een aandeel van de Banque de France of van gedeelten van een aandeel welke samen een vol aandeel niet te boven gaan.

Wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken, artikel 55 en artikel 90bis, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1913.

Wet van 23 juni 1894 houdende herziening van de wet van 3 april 1851 op de maatschappijen van onderlinge bijstand, artikel 10.

Wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958.

Wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand, artikelen 14 en 81.

.../...

Wet van 5 juni 1928 houdende regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst, artikel 19, gewijzigd bij de wet van 15 juni 1961, en artikel 102, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965.

Wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand, artikel 3.

Koninklijk besluit nr. 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten, artikel 56.

Koninklijk besluit nr. 82 van 28 november 1939 houdende reglementering van de leurhandel, artikel 6, 1°.

Koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, artikelen 132^2, 135 en 136.

Wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, artikel 19, gewijzigd bij de wetten van 28 januari 1963 en 16 januari 1967.

Wet van 19 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen, artikel 5, eerste lid, waarvan de Nederlandse tekst gewijzigd is bij artikel 4, § 1, van de wet van 13 juli 1970.

Wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, artikel 1, § 4bis, gewijzigd bij de wet van 16 januari 1967.

.../...

Dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1962, artikelen 77 en 88.

Wet van 12 februari 1963 betreffende de inrichting van een ouderdoms- en overlevingspensioenregeling ten behoeve van de vrijwillig verzekerden, artikel 2.

Wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, artikel 6, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1969.

Gerechtelijk Wetboek, artikel 1232.

Wet van 27 juni 1969 tot herziening var de besluitswet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 44.

Wet van 9 juni 1970 betreffende de tewerkstelling van studenten, artikel 9.

Wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, artikel 10, § 1, 3°.

Arbeidswet van 16 maart 1971, artikel 2.

Arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikelen 19, 38, 44, 71 en 80.

La chambre était composée de

Messieurs : G.HOLOYE, président de chambre,

G.VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

R.PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F.RIGAUX,

Madame : J.TRUYENS, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.ROUSSEAU, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.HOLOYE.